

**JANVIER 2021  
DÉCEMBRE 2021**

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

*migreurop\_*

## TABLE DES MATIÈRES

I/ Introduction .....	3
II/ Le réseau Migreurop .....	3
III/ Le fonctionnement.....	5
Les instances .....	5
Les membres .....	5
Les finances .....	6
Activités au sein des divers groupes de travail .....	7
Impact du contexte sanitaire .....	8
IV/ Collecte directe d'informations .....	8
a) Volontaires en mission dans le cadre du programme d'Échanges et Partenariats .....	9
b) Missions de terrain .....	11
V/ Décryptage et création d'outils .....	11
a) Notes d'analyse .....	12
b) Rapports de missions .....	12
c) Vidéo sur la liberté de circulation .....	14
d) Communiqués .....	14
e) Outils de veille et d'information .....	14
VI/ Sensibilisation .....	14
a) Refonte du site internet de Migreurop .....	15
b) Formations auprès de la société civile .....	15
c) Intervention à l'Assemblée nationale .....	15
d) Développement de la communication.....	16
VII/ Renforcement des capacités des membres .....	16
a) Webinaires thématiques .....	17
b) Webinaires stratégiques .....	17
c) Webcafés : .....	18
VIII/ Mobilisations collectives.....	18
a) Forum social européen des migrations.....	19
b) Mobilisation autour de la criminalisation des solidarités .....	19
c) Participation à des mobilisations ou projets des membres et partenaires .....	20
Annexe 1 – Liste des membres associatifs de Migreurop .....	20
Annexe 2 – Migreurop dans les médias .....	21
Annexe 3 - Les articles des membres individuel-le-s de Migreurop .....	24

## I/ INTRODUCTION

---

Un an après le déclenchement de la pandémie de Covid-19, la politique de dissuasion de l'UE en matière migratoire s'est accentuée en prenant diverses formes : les entraves à la mobilité et aux opérations de secours en mer se sont multipliées, tout comme les violations des droits des personnes exilées, largement maltraitées, privées de liberté et renvoyées de force de l'autre côté de la frontière.

L'année 2021 a ainsi été marquée par de graves atteintes au(x) droit(s) (violences physiques, refoulements, laissez-mourir, arrestations arbitraires, détention, criminalisation) notamment d'asile, tant à l'extérieur du territoire européen (Biélorussie, Maroc, Croatie, Royaume-Uni, Turquie) qu'en son sein (Pologne, Grèce, Malte, France, Belgique, Espagne), et par le recul du droit international et européen.

La situation des personnes exilées dans la Manche, en Méditerranée, en mer Egée ou à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne est la conséquence directe de la politique de non-accueil et d'externalisation de l'UE, qui cible toutes les personnes exilées, même celles en quête de protection. Le chantage – voire le marchandage - migratoire exercé sur l'UE par ses partenaires non-européens et l'arrivée au pouvoir des talibans en Afghanistan ont de leur côté montré à nouveau les limites de la solidarité européenne, les Etats membres de l'Union ayant la volonté de se défaire de leurs responsabilités en externalisant l'accueil et l'asile au plus loin de leurs frontières et territoires.



Photo : Chypre, Mars 2022/ Brigitte Espuche

## II/ LE RESEAU MIGREUROP

---

Migreurop a été créé au début des années 2000, dans un contexte où les effets des entraves à la circulation des personnes et du refus d'accueillir les exilé·e·s éclataient au grand jour, à l'image du camp de Sangatte, symbole de l'absurdité des politiques migratoires européennes. Le besoin de partager entre activistes les réflexions et expériences autour de ces questions a conduit à l'organisation en novembre 2002 d'un séminaire sur « l'Europe des camps » au Forum Social Européen de Florence, au cours duquel naissait, de manière informelle, le réseau Migreurop. L'enfermement administratif des exilé·e·s dans des « camps d'étrangers » selon la terminologie de Migreurop – a ainsi constitué l'un des premiers axes de travail du réseau, qui a pu constater au fur et à mesure du temps l'évolution de l'enfermement vers une détention informelle, loin des regards et du droit. Migreurop s'est également progressivement intéressé à la dimension externe des politiques d'immigration et d'asile de l'UE, ou l'externalisation, et la délégation ou sous-traitance de la « gestion migratoire », des contrôles migratoires – voire récemment de l'asile – à des pays non-membres de l'UE, dits « tiers », n'a cessé de se renforcer ces 20 dernières années.

Le réseau compte sur l'expertise de ses membres (51 associations et 46 membres individuel·le·s en 2021), présent·e·s dans 17 pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen Orient.

Le travail du réseau s'articule autour de **quatre axes** : identifier, décrypter, faire connaître pour dénoncer et combattre.

- **Identifier** : rassembler des informations sur les entraves à la mobilité des personnes étrangères, une réalité difficile à saisir du fait d'une volonté de dissimulation de la part des autorités publiques, mais aussi de l'échelle géographique des politiques migratoires européennes et de leurs conséquences. Le travail de collecte s'appuie sur l'expertise de ses membres euro-africains et sur l'organisation de missions de terrain.
- **Décrypter** et nommer la réalité multiforme de la mise à distance des exilé·e·s, incarnée par un ensemble de dispositifs qui constituent des points d'interruption forcée dans des itinéraires migratoires, depuis l'empêchement des personnes de passer une frontière, d'entrer sur un territoire, à l'assignation à « résidence » – soit légalement, soit par harcèlement policier – et à l'enfermement formel ou informel dans des lieux de privation de liberté à la frontière ou sur le territoire. Cette analyse s'appuie sur le travail des groupes thématiques et géographiques du réseau.
- **Faire connaître** l'Europe du non-accueil et des camps, en créant des outils de décryptage tels que des Notes d'analyse, des Atlas, des rapports d'observation/de mission ou des vidéos, et en organisant des événements de sensibilisation afin d'informer le plus largement possible sur les grandes thématiques et zones géographiques d'intérêt du réseau.
- **Dénoncer et combattre** : agir par tous moyens pour combattre les politiques européennes migratoires hostiles aux exilé·e·s. Par exemple, au niveau judiciaire via des tierces interventions ou en soutenant les actions contentieuses de ses membres ; auprès des décideurs nationaux, européens et internationaux ; et en structurant un réseau de partenariats entre les organisations des sociétés civiles euro-africaines afin de favoriser les échanges entre des groupes aux pratiques et objectifs multiples qui peuvent ponctuellement agir ou se mobiliser ensemble.

### Les instances

#### **Assemblée générale (octobre 2021)**

En raison du contexte sanitaire, l'Assemblée générale (AG) a été organisée pour la première fois à distance les 22 et 23 octobre 2021 dans un format nécessairement plus court (d'habitude sur trois jours, l'AG 2021 s'est déroulée sur une journée et demie). Ce format ne permettant pas les échanges entre membres comme c'est le cas lors des rencontres présentielles, de nouveaux outils ont été utilisés, tel un « mur à idées » virtuel (sous forme de *padlet*) sur les thématiques de travail et modes d'actions du réseau pour faciliter la réflexion collective des membres. De plus, des sessions participatives, sous forme d'ateliers virtuels, ont été organisées pour échanger sur les thèmes du racisme des politiques migratoires et de la liberté de circulation. Ces thématiques avaient en amont fait l'objet de webinaires internes (le 27 septembre et le 11 octobre 2021) en vue de la préparation des discussions stratégiques de l'AG.

Cette Assemblée générale a été en outre l'occasion de voter les prochaines orientations du réseau, notamment l'intégration du prisme du racisme à l'ensemble de nos travaux, le renforcement des synergies Nord-Sud en interne, les mobilisations et les luttes des personnes concernées placées au cœur de nos analyses. Les membres ont également souhaité s'engager dans le travail d'appropriation et d'exploitation des outils produits sur la liberté de circulation et d'installation (LCI) en utilisant notamment le réseau comme une plateforme de partage des divers travaux des membres autour de cette thématique. Enfin, ils et elles ont souhaité améliorer la visibilité de Migreurop dans l'espace public, via une communication plus large et une meilleure diffusion de ses outils.

#### **Le Conseil**

Le Conseil élu lors de l'Assemblée générale de 2019 s'est réuni à quatre reprises en 2021 : le 21 janvier, le 1<sup>er</sup> avril, le 3 juin et le 9 septembre. A la suite de la réforme des instances de 2019 et la fusion du Bureau et du Conseil d'administration en une seule instance, des postes spécifiques ont été créés au sein du Conseil, avec une co-présidence et des « sous-groupes » Secrétariat, Ressources humaines, Finances et Vie du réseau.

Le nouveau Conseil de Migreurop élu à l'Assemblée générale d'octobre 2021 est composé de huit membres associatifs : ARACEM (Mali), ARCI (Italie), CNCD-11.11.11 (Belgique), ELIN (Espagne), FTDES (Tunisie), GISTI (France), La Cimade (France), Statewatch (UK), et de trois membres individuel-le-s (accompagnés de deux suppléant-e-s). Le Conseil a vocation à se réunir quatre à cinq fois par an (à distance et en présentiel). La première réunion du Conseil qui a eu lieu le 2 décembre 2021 a permis de désigner les trois nouveaux co-présidents, Patrice Zinahad Boukar pour l'Aracem, Yasha Maccanico pour Statewatch et Charles Heller, membre individuel.

### Les membres

Migreurop est composé en 2021 de 51 associations et de 46 membres individuel-le-s militant-e-s et/ou chercheur-euse-s, basé-e-s dans 17 pays d'Afrique, du Moyen Orient, et d'Europe, dont deux membres observateurs : l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH) et le Secours Catholique (France). → Voir la liste complète des membres par pays en annexe 1.

## Les finances

Tableau des produits	2020	2021
<b>Fonds privés</b>	<b>205 200 €</b>	<b>206 425 €</b>
CCFD Terre Solidaire	30 000 €	33 000 €
Fondation Un Monde Par Tous	20 000 €	20 000 €
Thanks for Nothing	90 278 €	62 925 €
Secours Catholique	15 000 €	
Global Fund for Human Rights	19 922 €	40 500 €
Emmaüs France	5 000 €	10 000 €
Fondation Abbé Pierre	10 000 €	10 000 €
La Gauche européenne	15 000 €	
Fondation Léopold Mayer		30 000 €
<b>Fonds publics</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>Autres</b>	<b>24 290 €</b>	<b>45 396 €</b>
Cotisations	11 640 €	11 900 €
Dons	7 198 €	28 558 €
Droits d'auteurs	3 265 €	1 155 €
Ventes d'Atlas, de rapports, de conférences etc.		505 €
Transfert de charges	1 692 €	2 802 €
Intérêts livret bleu	495 €	476 €
<b>Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>882 €</b>	<b>880 €</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>230 372 €</b>	<b>252 701 €</b>
<b>Contributions en nature</b>	<b>72 226 €</b>	<b>95 203 €</b>
Mise à disposition de biens et services	2 000 €	5 000 €
Personnel bénévole	70 226 €	90 203 €
<b>Total général</b>	<b>302 598 €</b>	<b>347 904 €</b>



Le montant total du budget réalisé en 2021 a été de 347 904 €, soit supérieur de presque 50 000 € par rapport à 2020 (en raison de la pandémie, ayant particulièrement affecté les activités initialement prévues en 2020 et reportées à 2021). Dans le cadre du rapport financier 2021 (budget réalisé), l'excédent est de 3 359 € (contre 6 147 € en 2020), qui nous permet d'approvisionner le fonds de roulement.

Concernant les produits, Migreurop a bénéficié en 2021 d'un report du fonds de dotation de Thanks for Nothing 2018-2020 (en raison de la pandémie), ainsi que d'une contribution exceptionnelle du Fonds pour les droits humains mondiaux (FDHM) pour des activités sur l'impact du Covid-19 ; le CCFD-Terre Solidaire a également renforcé son soutien sur la mission Balkans (*cf. infra*). Par ailleurs, Migreurop bénéficie d'un nouveau soutien de la Fondation Léopold Mayer sur un projet triennal (90 000 € sur trois ans).

Concernant les fonds propres, alors que les cotisations restent à un niveau équivalent d'une année sur l'autre, tandis ce que les dons ont augmenté, grâce notamment à celui de l'association Toit du monde, laquelle gérait un ancien centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Orléans qui a fait un don de 20 000 euros à Migreurop en 2019, reporté sur le budget 2021). Enfin, en 2021, la valorisation du bénévolat est très importante, car les membres se sont beaucoup investi-e-s dans le réseau, notamment dans l'élaboration de l'Atlas sur la liberté de circulation et au sein des groupes ou sous-groupes de travail.

### Activités au sein des divers groupes de travail

Les différents groupes de travail du réseau se réunissent tout au long de l'année et constituent des espaces de transmission d'informations et de partage des connaissances. Ils sont chargés de piloter les différents chantiers du réseau, comme le **groupe liberté de circulation** qui travaille depuis début 2020 à la rédaction d'un Atlas sur la liberté de circulation dont la publication est prévue au second semestre 2022, avec la participation de chercheur-euse-s membres de Migreurop, de cartographes et d'associations membres. Le **groupe cartographie** s'est investi en 2021 au sein du projet Atlas-cinéma du collectif d'artistes « Étrange Miroir », en participant aux ateliers de création et d'exploration de différentes techniques de visualisation afin de nourrir le projet de diffusion de cartes animées de Migreurop dans l'espace public ; le **groupe Frontex**, qui a pour but de mutualiser les connaissances et les actions contre l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes a travaillé sur la troisième édition de la Note d'analyse sur Frontex en 2021 ; enfin le **groupe criminalisation des solidarités** a travaillé en collaboration avec l'association Solidarity Watch, à la création d'un questionnaire afin de recenser les cas de criminalisation, avec un focus particulier sur les migrant-e-s solidaires. Les informations récoltées permettront de constituer une base de données pour identifier les différents cas de criminalisation des solidarités, notamment le type de groupe ou d'individu poursuivi, l'acte incriminé, les mesures prises contre ces personnes pour les criminaliser et les mobilisations de la société civile contre ces délits de solidarité, et à terme d'obtenir un panorama géographique de cette criminalisation. Le **groupe externalisation-Afrique**, co-coordonné par Migreurop et le collectif Loujna Tounkaranké, échange des informations sur les effets, au Nord et au Sud, des politiques migratoires européennes.


## Impact du contexte sanitaire

Avec la pandémie de Covid-19 et la limitation des déplacements géographiques, le réseau Migreurop a dû modifier ses méthodes de travail et organiser dialogues et rencontres à distance avec ses membres euro-africains. Bien que le format virtuel ne permette pas de garantir le même type d'échanges informels qu'en présentiel, pourtant vitaux au dynamisme d'un réseau transnational, il a obligé le réseau à réinventer une nouvelle manière d'échanger de l'information et des connaissances entre les membres, avec la mise en place de rencontres thématiques et stratégiques virtuelles, ainsi que des webcafés géographiques. Des webinaires internes ont été organisés en 2021 pour favoriser les échanges entre membres et stimuler la réflexion collective. Deux webinaires thématiques sur le Pacte européen sur la migration et l'asile ont eu lieu en février et mars 2021, et deux webinaires stratégiques sur la liberté de circulation (LC) et le thème « Racisme et politiques migratoires » ont été organisés en septembre et octobre 2021 pour nourrir les travaux de l'Assemblée générale d'octobre 2021 et préparer les grandes orientations du réseau de 2021 à 2023. Des « webcafés » ont également été organisés à destination des membres du réseau sous forme d'exposé et d'échanges pour partager les constats de terrain au retour des missions.

Au cours de l'Assemblée générale 2021, les membres du réseau ont également pu expérimenter des outils interactifs qui ont favorisé la fluidité des échanges, comme la répartition en ateliers dans des salles virtuelles, permettant de dialoguer en petits groupes sur la liberté de circulation et le racisme des politiques migratoires, ou la mise en place d'un mur à idées pour débattre collectivement des grandes orientations du réseau pour ces prochaines années.

Malgré cela, le contexte sanitaire et les restrictions qui en ont découlé ont été un véritable défi pour le travail d'animation et de coordination du réseau, puisque les réunions sur Zoom et les webinaires ne remplacent par la richesse des rencontres entre les membres. Le passage en format hybride entre réunions et événements organisés à nouveau en présentiel et la poursuite du télétravail pour l'équipe (entre 3 et 5 jours par semaine en moyenne en 2021) demande également d'adapter constamment les méthodes internes de travail.

**WEBINAIRE « ANALYSE CROISÉE NORD-SUD  
DU PACTE EUROPÉEN SUR LA MIGRATION ET  
L'ASILE »**



••• webinaire public le 24 février de 9h30 à 13h30 •••

**ÉVÈNEMENT EN LIGNE**

•••

Suite à la publication de son étude sur le pacte européen sur la migration et l'asile, le CNCD-11.11.11 en association avec Migreurop, ARCI, la Cimade, le CIRE, Emmaüs Europe, EuromedRights, et le REMIDEV vous invite à participer à un webinaire le 24 février 2022 de 9h30 à 13h30.

Événement en ligne, public, gratuit

Inscription obligatoire (lien sur le Facebook migreurop, et sur le site [www.cncd.be](http://www.cncd.be))



## IV/ COLLECTE DIRECTE D'INFORMATIONS

---

2021 a été pour Migreurop une année riche en investigation sur ses thématiques de travail : l'évolution de la détention, la militarisation des frontières, l'externalisation des politiques migratoires européennes, la criminalisation des exilé-e-s et de leurs soutiens.

Aux fins de récolter des informations directes, quatre jeunes volontaires sont ainsi parti-e-s dans le cadre des programmes d'[Échanges et Partenariats](#) à Malte (octobre 2020 à mars 2021), à Chypre, Calais et Bruxelles (octobre 2021 à mars 2022), et deux missions d'enquête ont en outre été réalisées, une première en partenariat avec le GISTI en Grèce, dans les îles égéennes de Kos et Leros, dans la continuité de notre étude sur les *hotspots*, et une mission longue (janvier-avril 2021) dans la région des Balkans (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie, Albanie, et Macédoine du Nord) afin d'analyser l'influence de l'UE dans l'élaboration des politiques migratoires nationales de la région. Ces missions d'investigation ont permis à Migreurop d'approfondir son expertise sur certaines régions clés comme la Méditerranée (Malte et Chypre), la région des Balkans ou la frontière franco-britannique post-Brexit. Les missions de volontariat ont en outre permis de renforcer les partenariats avec les associations d'accueil des volontaires et avec les acteurs locaux (Aditus, Border Violence Monitoring...), et plusieurs volontaires ont été recrutés par des associations membres du réseau à la suite de leur mission.

### a) Volontaires en mission dans le cadre du programme d'Échanges et Partenariats

#### Session #23, mission à Malte

Zoé Dutot est partie en volontariat à Malte d'octobre 2020 à mars 2021 au sein de l'association Aditus, partenaire de Migreurop, pour investiguer le contexte migratoire, et notamment les stratégies adoptées par les autorités de l'île en zone SAR maltaise en 2020, les pratiques à l'heure de la pandémie de Covid-19 et la façon dont Malte participe à forger les politiques migratoires restrictives européennes. Son analyse a notamment porté sur la détention quasi systématique - même si parfois inédite (par exemple dans des bateaux comme le *Captain Morgan* à l'été 2020, conséquence de la pandémie de Covid-19) - des exilé-e-s débarqué-e-s à Malte, première porte d'entrée en Europe face à la Libye, avec l'objectif de les expulser ou de les « relocaliser » au plus vite.

Zoé a rédigé de nombreux outils de décryptage à la suite de sa mission, tels [une fiche pays et des fiches thématiques](#) sur l'impact du Covid-19 et les conséquences de la crise sanitaire en matière migratoire à Malte, sur les relations entre Malte et l'UE, sur la gestion de la zone SAR maltaise, ainsi qu'une cartographie à la main des lieux de détention à Malte, et une revue de presse de janvier 2020 à janvier 2021.

## Session #24

Trois missions ont été organisées d'octobre 2021 à mars 2022 :

- **Belgique** : Alice Chatté a réalisé sa mission avec le Centre national de coopération au développement (CNCD 11.11.11) et la Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers (Ciré), tous deux membres du réseau. Elle était basée à Bruxelles, chargée de faire le suivi des négociations autour du Pacte européen sur la migration et l'asile et d'en faire une analyse juridique. Elle s'est également intéressée au non-accueil et aux pratiques de détention en Belgique, la criminalisation des solidarités, et l'externalisation des politiques migratoires belges (en lien avec la mission réalisée à la frontière franco-britannique).
- **Le Calais (France)** : Pierre Menzildjian est allé à Calais pour réaliser une mission pour le compte de la Plate-forme des Soutiens aux Migrant-e-s (PSM) et de Migreurop afin d'investiguer la zone frontalière franco-britannique, au cœur de l'actualité pendant plusieurs semaines avec la hausse des traversées et le naufrage de 27 personnes dans la Manche le 24 novembre 2021. Il a notamment contribué à la réalisation d'une journée d'étude le 10 novembre 2021, « Déconstruire la frontière et bâtir des ponts : Vers une analyse critique commune de la frontière France/Belgique/Royaume-Uni », organisée par le « Crossborder Forum », un collectif d'organisations du Royaume-Uni, de France et de Belgique qui travaillent sur les questions d'exil et de politiques migratoires (voir partie VI – Sensibilisation). Pierre réalisera une fiche pays et deux fiches thématiques sur l'impact du Brexit et sur la situation des exilé-e-s ayant rejoint le territoire britannique.
- **Chypre** : Hugo Roche a rejoint à Chypre l'association KISA (membre du réseau), pour la soutenir dans ses activités de défense des droits, à l'heure où elle est à nouveau la cible des attaques du gouvernement chypriote et de l'extrême-droite pour son action en faveur des personnes exilées et contre le racisme (voir le communiqué de Migreurop « Xénophobie d'État et criminalisation de la solidarité à Chypre », janvier 2021). Outre la participation aux activités de la structure, qui fait à la fois du plaidoyer, de la sensibilisation et de l'accompagnement direct des personnes exilé-e-s, Hugo a exploré le contexte migratoire à Chypre, particulièrement hostile aux exilé-e-s, avec un focus sur le droit d'asile, la détention des exilé-e-s, leur criminalisation et celle de leurs soutiens.



Photo : 1) Calais, Pierre Menzildjian / 2) Bruxelles, Alice Chatté/ 3) Chypre, Hugo Roche

## b) Missions de terrain

### **Mission dans les Balkans :**

De janvier à avril 2021, Migreurop a recruté une chargée de mission, Sophie-Anne Bisiaux, pour réaliser une mission dans plusieurs pays des Balkans (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie, Albanie, et Macédoine du Nord) afin d'analyser l'influence de l'UE dans l'élaboration des politiques migratoires nationales et le poids de l'externalisation des politiques européennes. Cette mission a été réalisée en collaboration avec le Gisti, l'ASGI et le CCFD-Terre Solidaire.

A notamment été analysée la manière dont le processus d'adhésion des pays balkaniques à l'UE, qui a débuté en 2003, a été instrumentalisé à des fins de contrôles migratoires, et a conduit à l'instauration d'une dynamique de coopération renforcée avec la crise de l'accueil au sein de l'UE en 2015. Les pays des Balkans jouent ainsi le rôle de « chiens de garde » au profit de l'UE par des pratiques de refoulements massifs des exilé·e·s à leurs frontières, et une violence systémique envers ces populations érigée en stratégie de dissuasion. Ces violences ont été amplifiées par la crise sanitaire et les conditions de vie dans les camps, au sein desquels le respect des gestes barrières s'est avéré impossible. Le travail de Sophie-Anne Bisiaux a révélé ainsi l'instrumentalisation de la pandémie de Covid-19 par de nombreux pays pour renforcer davantage le contrôle des exilé·e·s, confiné·e·s dans des camps insalubres ou détruits, dans une totale promiscuité. Un rapport de mission a été publié en novembre 2021 (voir partie V – Décryptage et création d'outils).

Un autre projet impliquant des étudiant·e·s de la clinique de droits de Sciences Po Paris, a été mené en partenariat avec le Gisti afin d'étudier les pratiques qui ont cours à la frontière Croatie/Slovénie : les refoulements en cascade, la coopération policière et politique entre les différents États ciblés, les cas de détention et de violences contre les exilé·e·s, ainsi que le rôle des civils à l'échelle locale.

### **Mission en Grèce :**

Migreurop a réalisé une mission conjointe du 2 au 9 octobre 2021 dans les îles égéennes de Kos et Leros, en partenariat avec le Gisti, dans la continuité de l'investigation sur « l'approche *hotspot* » débutée en 2015, et sa logique de tri et d'encampement aux frontières de l'Europe qui remet en cause les droits des exilé·e·s. Cette mission avait pour objectif d'examiner les conditions de vie et les violations des droits des personnes dans les camps à Kos et Leros, notamment du droit d'asile, ainsi que le recours quasi-systématique au confinement et à la détention pour les demandeurs et demandeuses d'asile. Pendant cette mission, de nombreux entretiens ont été réalisés, notamment avec des associations, des agences internationales comme l'OIM ou le HCR, et des personnes exilées syriennes, palestiniennes, togolaises, iraniennes ou encore camerounaises. Un photographe, Léo Kekemenis, a participé à la mission afin d'enregistrer des témoignages et vidéos sur place, qui serviront à la production d'un podcast dont la sortie est prévue courant 2022.

## V/ DECRYPTAGE ET CREATION D'OUTILS

---

La réalisation d'outils de décryptage permet à Migreurop de produire une analyse à partir de ses investigations et de l'expertise de ses membres, de nourrir ces derniers – qui se réapproprient et repartagent ces outils dans leurs propres réseaux – et de diffuser cette analyse le plus largement possible. Bien que le support écrit demeure un format privilégié pour le réseau, ce dernier a souhaité faire évoluer la forme et la diversité de ses outils de décryptage. Tout en suivant l'actualité migratoire, Migreurop essaye régulièrement de travailler sur des zones géographiques et des thématiques qui ne font pas forcément la une de l'actualité mais restent des enjeux importants à défendre, comme l'extension de l'« approche hotspot » dans les Balkans, ou la détention carcérale dans les îles grecques de Kos et Leros.

### a) Notes d'analyse

Migreurop réalise chaque année deux Notes d'actualités de quatre pages pour transmettre au plus grand nombre ses analyses.

- **Note « Exilé-e-s vs Covid-19 : une épidémie de mesures d'exception » (juin 2021) :**

La crise sanitaire a de multiples répercussions, Migreurop a souhaité s'intéresser aux conséquences du Covid-19 sur les droits des exilé-e-s. A travers l'exemple de l'Italie, où des navires appartenant à des sociétés privées ont été utilisés pour placer en quarantaine les exilé-e-s arrivés par la mer – une mesure de détention sanitaire discriminatoire et illégale puisque très éloignée des modalités d'isolement prévues dans le droit commun – ou encore une détention prolongée dans des centres de pré-expulsion (CPR), exposant les exilé-e-s à davantage de risques de contagion en raison des espaces réduits de ces CPR. L'inégalité face à la vaccination et la mise en place d'un passe sanitaire a creusé davantage les discriminations dans la mobilité, au détriment des populations des pays du Sud global, constituant un « véritable apartheid sanitaire » qui s'ajoute aux discriminations face aux visas (voir la Note « Les visas : inégalités et mobilités à géométrie variable », novembre 2019). Cette Note a été traduite en anglais et en italien.

- **Note « Frontex, une agence européenne hors de contrôle (décembre 2021)**

Une Note sur l'agence Frontex avait été publiée par le réseau en 2013, et ré-éditée en 2014, la dénonciation du rôle de l'agence européenne dans les violations des droits des exilé-e-s étant un sujet au cœur des préoccupations de Migreurop depuis sa création en 2005. Cette nouvelle édition analyse le renforcement graduel du rôle de Frontex dans la protection des frontières européennes, avec une augmentation exponentielle de son budget (passé de 5 à 543 millions d'euros en 15 ans), de ses compétences et de son arsenal militaire qui ne cessent de se consolider au fil du temps, alors qu'elle fait l'objet de nombreuses enquêtes sur ses agissements, son fonctionnement et sa gouvernance. Les traductions de la Note en EN, IT et ES sont en cours pour une mise en ligne courant 2022.

### b) Rapports de missions

Migreurop publie des rapports d'observation issus de ses missions de terrain, des informations collectées par ses membres ou ses partenaires.

- **Rapport « Détention des migrant·e·s à Malte : le chantage au débarquement » (septembre 2021)**

Du 4 au 11 janvier 2020, une mission organisée par le Gisti et Migreurop, avec le concours de la clinique du droit de Sciences Po Paris, a rencontré des acteurs institutionnels et associatifs, des journalistes, des chercheurs et chercheuses et des personnes, mineures ou majeures, qui ont été détenues dans les centres « d'accueil » de Malte. Ce rapport, réalisé à partir des entretiens menés au cours de la mission et de recherches complémentaires, décrit le régime carcéral appliqué aux exilé·e·s qui arrivent à Malte par voie maritime, y compris à celles et ceux en quête de protection. Il montre comment cette pratique de détention systématique, contraire au droit européen, se perpétue avec la collaboration active de l'Union européenne et de ses États membres, qui ferment les yeux sur le contournement du droit maritime international et se prêtent au chantage exercé par les autorités maltaises pour leur faire accepter une procédure de « relocalisation ad hoc » dont les personnes en besoin de protection font les frais.

- **Rapport « Exils sans fin – Chantages anti-migratoires le long de la route des Balkans » (novembre 2021)**

Fruit de la mission de terrain réalisée par Sophie-Anne Bisiaux entre janvier et avril 2021 pour Migreurop, ce rapport documente le processus d'externalisation des frontières européennes dans la région des Balkans. Il s'appuie sur des observations de terrain et plus d'une centaine d'entretiens réalisés avec des personnes exilées, des représentant·e·s d'ONG locales et internationales, des chercheurs et chercheuses, des militant·e·s, des avocat·e·s, des journalistes, ainsi que des actrices et acteurs institutionnels. Véritable zone tampon ou zone de « sécurité migratoire », cela fait plusieurs décennies que la région des Balkans est utilisée par l'Union européenne pour la sous-traitance du contrôle de ses frontières, au détriment tant de la population locale que des personnes exilées. Sommés de s'ériger en gardes-frontières et en véritable *hotspots* au service de l'UE, les pays des Balkans sont aujourd'hui le théâtre d'une multitude de violations de droits et de violences exercées à l'encontre des personnes exilées. Ce rapport a été présenté lors d'une [conférence de presse](#) le 22 novembre 2021, à Paris, avec le concours du CCFD – Terre solidaire, partenaire du projet et du réseau.

- **Rapport « La coopération UE-Égypte sur les politiques migratoires : dépolitiser les enjeux, soutenir un régime autoritaire » (décembre 2021)**

Sarah Bachellerie, chercheuse à l'Université Grenoble-Alpes/laboratoire PACTE et proche du réseau, a rédigé un rapport sur la coopération UE-Égypte en matière migratoire, basé sur une enquête de terrain de cinq mois (octobre 2019 – février 2020) et la réalisation de nombreux entretiens avec des chercheurs et chercheuses, des acteurs institutionnels d'organisations égyptiennes, européennes et internationales, et avec des membres de la société civile et des personnes migrantes. Le rapport démontre que, loin de l'image de « pays d'accueil » promu par l'UE, le régime d'Abdel Fattah Al-Sissi se sert de la coopération de l'Égypte avec cette dernière sur les questions migratoires pour renforcer sa présence sur la scène internationale, au détriment des exilé·e·s, ainsi que des citoyen·ne·s égyptien·ne·s. Cette coopération contribue ainsi à redorer l'image du régime d'Al-Sissi et invisibilise à l'échelle nationale les violations des droits, la corruption et la répression de l'opposition civile.

### c) Vidéo sur la liberté de circulation

En vue de diversifier ses outils de décryptage, Migreurop produit depuis 2019 de courtes vidéos d'animation destinées au grand public. Après celles sur les [parcours migratoires](#) (2019) et une vidéo sur les [hotspots](#) (2020), Migreurop a réalisé en 2021 une vidéo sur la liberté de circulation (LC) de tous et toutes. Ces vidéos permettent au réseau de toucher un public plus large, afin de sortir de l'« entre-soi » militant et de proposer un contre-discours sur les migrations. La vidéo sur la LC se veut le miroir positif de la vidéo sur les *hotspots*, qui incarnait le caractère « dystopique » des politiques européennes migratoires. Publiée sur notre site et les réseaux sociaux en octobre 2021, elle est disponible en [français](#), avec des sous-titres en [anglais](#) et [italien](#). Ces outils servent également de supports pédagogiques dans le cadre des interventions du réseau ou de formations.

### d) Communiqués

Le réseau a publié en 2021 plusieurs communiqués, parfois issus d'une action collective :

- « [Xénophobie d'État et criminalisation de la solidarité à Chypre](#) », 19 janvier 2021, tribune collective ([français](#), [anglais](#))
- « [Mort-e-s aux frontières de l'Europe : une commémoration pour ne pas oublier, et mettre l'UE et ses partenaires face à leurs responsabilités](#) », 5 février 2021 (français)
- « ["Left-To-Die Boat" : 10 ans après les faits, il est plus urgent que jamais de rendre justice aux naufragés](#) », 27 mai 2021, tribune collective (français)
- « [Justice pour Aleksandra !](#) », 6 septembre 2021, tribune collective (français)
- « [Après la débâcle afghane, l'Europe toujours sourde à la souffrance des exilé-e-s](#) », 22 septembre 2021 (français)
- « [Domenico Lucano : quand accueillir dignement devient un délit](#) », 15 octobre 2021 (français, [anglais](#) et [italien](#))
- « [La Manche, l'autre cimetière de l'Europe](#) », 7 décembre 2021 (français, [anglais](#))

### e) Outils de veille et d'information

Migreurop a mis en place depuis quelques années des outils de veille et de partage d'informations à destination de ses membres et diffusés au sein du réseau : des actualités migratoires semestrielles, ainsi qu'une revue de presse bimensuelle, [mise en ligne](#) et transmise aux membres du réseau et sur la liste générale de diffusion Migreurop. De plus, une newsletter permet de partager chaque trimestre les actualités et activités du réseau et de ses membres.

## VI/ SENSIBILISATION

---

### a) Refonte du site internet de Migreurop

Migreurop a lancé en 2020 la refonte de son site internet afin d'améliorer la lisibilité et l'accessibilité du contenu pour donner davantage de visibilité aux activités et actions du réseau. Un groupe de travail a été constitué afin de réfléchir sur différentes propositions faites par les prestataires, qui ont accompagné les membres sur ce projet. Un important travail a été fait sur l'arborescence du site qui demandait une simplification des rubriques, ainsi que sur l'accessibilité en différentes langues : l'interface est désormais disponible en français et anglais, et un menu déroulant permet de voir toutes les langues disponibles pour chaque article et chaque rubrique. La structure du site a été réorganisée afin de clarifier le parcours des utilisateurs et utilisatrices, un outil de recherche avec des mots-clés a été créé et la charte graphique a été modernisée pour rendre le site plus agréable à la lecture. Le nouveau site est en fonction depuis juin 2021.

### b) Formations auprès de la société civile

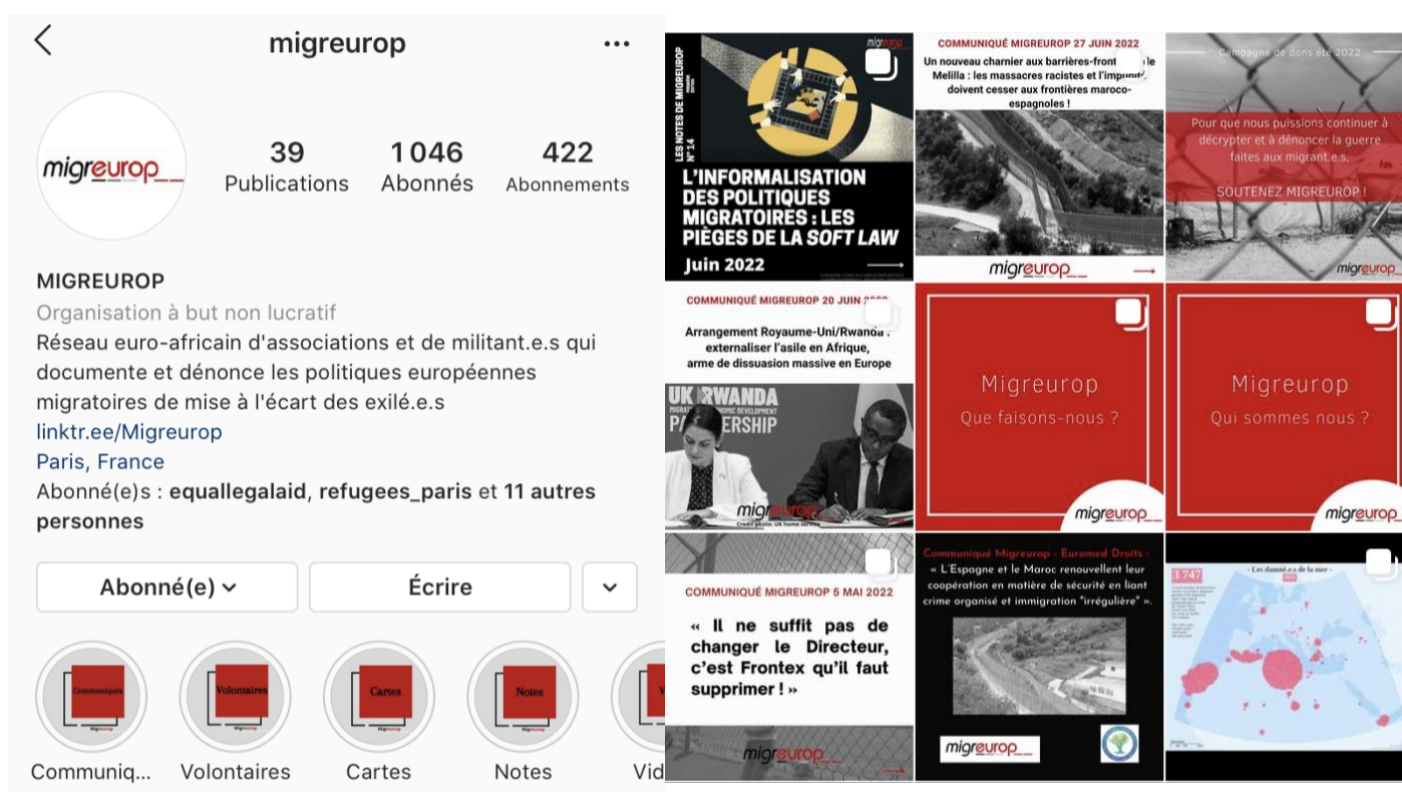
Migreurop est régulièrement sollicité par la société civile pour intervenir sur les politiques migratoires européennes (cadre, historique, conséquences). Ainsi, des universités, entreprises ou associations membres et partenaires du réseau sollicitent-elles des formations pour leurs bénévoles en vue de mettre en perspective leur travaux, y compris de terrain, et le panorama des politiques migratoires européennes. Migreurop est notamment intervenu le 21 septembre auprès des volontaires du programme d'Echanges et Partenariats lors de leur formation avant leur départ sur le terrain, pour le Comede le 14 octobre, et pour les bénévoles d'Emmaüs Bretagne le 9 décembre 2021. Migreurop comptant de nombreuses et nombreux chercheur·euse·s, le lien avec le secteur académique et également très important en vue de compléter les connaissances théoriques des politiques migratoires des étudiant·e·s par un volet militant et pédagogique. C'est d'ailleurs bien souvent parmi ces étudiant·e·s de Masters que Migreurop recrute ses futur·e·s volontaires et stagiaires, qui formeront à leur tour le renouveau générationnel de la société civile. Migreurop est ainsi intervenu le 10 février pour les étudiant·e·s du master MIRA de l'université Paris Cité, au Collège d'Europe le 23 mars et à la Sorbonne le 18 novembre 2021 sur l'externalisation dans les Balkans.

### c) Intervention à l'Assemblée nationale

A l'occasion d'une Commission d'enquête parlementaire sur « les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France » créée par l'Assemblée nationale française, Migreurop a été invité pour une audition le 1<sup>er</sup> juillet 2021 afin de donner son analyse des politiques migratoires européennes, notamment sur l'action de Frontex et des États membres en Méditerranée, l'externalisation, les politiques d'aide au retour mises en place, la politique des visas et les perspectives de réforme du règlement Dublin III. Ce sont les membres du Conseil Filippo Furri (membre individuel) et Lydie Arbogast (La Cimade) qui sont intervenu·e·s pour le réseau, la vidéo de leur audition est [en ligne](#) sur le site de l'Assemblée nationale.

## d) Développement de la communication

Pour donner plus de visibilité à sa genèse, son fonctionnement et ses analyses, et donc à la réalité des parcours migratoires, Migreurop collabore avec le réalisateur et photographe, Romain Kosellek, qui souhaite mettre ses compétences techniques au service du réseau. Il a ainsi réalisé des entretiens avec les membres individuel-le-s et associatifs, sur des formats longs pour avoir le temps de développer à la fois le travail de l'association et une thématique particulière. Les premières interviews, enregistrées lors du festival Sabir d'octobre 2021, sont en cours de montage et seront ensuite partagées sur le site internet de Migreurop, pourront servir de supports pour de futurs podcasts, avec en parallèle la création de pastilles plus courtes d'environ deux minutes pour les réseaux sociaux sur le travail du réseau. Enfin, Migreurop développe de plus en plus ses réseaux sociaux ; depuis 2021, le réseau est ainsi présent sur Instagram, afin d'être davantage visible auprès d'une population plus jeune.





### a) Webinaires thématiques

Pour pallier l'impossibilité de se retrouver entre membres en présentiel du fait de la crise sanitaire et afin de permettre l'implication de toutes et tous au sein du réseau, Migreurop a souhaité organiser en 2021 une série de webinaires thématiques internes et ouvrir un nouvel espace de réflexion collective et de dialogue entre les membres du réseau.

Le premier webinaire thématique a eu lieu le 4 février 2021 sur le Pacte européen sur l'asile et la migration. L'objectif était de partager dans un premier temps les connaissances des membres sur le sujet et de rassembler les différentes analyses autour de ce nouveau Pacte, qui ne fait qu'entériner des pratiques existantes au sein de l'Union européenne, comme la détention informelle ou l'externalisation des procédures d'asile. Un second webinaire sur ce thème a eu lieu le 31 mars afin de réfléchir à un positionnement spécifique du réseau sur cette question et aux actions que le réseau pourrait mener contre ce Pacte. Les membres se sont accordés sur la nécessité de proposer des outils de décryptage pour rendre plus visibles les effets du Pacte, au Nord comme au Sud. Un groupe de travail s'est attelé à l'élaboration d'un texte de positionnement du réseau, ainsi qu'à la production d'un podcast sur le Pacte et ses conséquences sur les droits des exilé·e·s, en partenariat avec le CNCD, membre belge du réseau (la mise en ligne est prévue courant 2022).

### b) Webinaires stratégiques

Deux autres webinaires ont été organisés pour préparer les grandes orientations stratégiques du réseau de 2021 à 2023 et nourrir les travaux en Assemblée générale : le premier webinaire a eu lieu le 27 septembre 2021 sur le racisme et les politiques migratoires, un thème que le réseau a souhaité mettre à l'agenda, après celui du genre en 2017, aux fins d'affiner notre analyse des politiques migratoires européennes. Après l'organisation de ce webinaire et d'un atelier au sein de l'AG d'octobre 2021, il a été décidé d'intégrer le prisme du racisme dans les travaux et analyses du réseau.

Le deuxième webinaire, sur la liberté de circulation, a eu lieu le 11 octobre 2021 : les membres ont souhaité également mettre à l'agenda ce thème phare du réseau, afin de voir s'il était possible d'aller au-delà du [positionnement Migreurop de 2013](#) en faveur de la LC pour tou.te.s. Les membres ont ainsi pu, en amont de l'AG, partager leurs réflexions sur ce que représente pour elles et eux la liberté de circulation, sur la diversité des revendications et ses différentes manifestations dans la continuité des travaux de l'Atlas LC (publication prévue en 2022).

### c) Webcafés :

Afin de partager au sein du réseau les constats et rendus des différentes missions de terrain organisées en 2020/2021, ont été mises en place des rencontres informelles intitulées « webcafés » avec l'ensemble des membres du réseau sous forme d'exposé et d'échanges, disponibles en français et en anglais.

- Un premier webcafé a eu lieu le 6 mai sur la situation des exilé·e·s sur **l'île de Samos**, en Grèce, avec Mathilde Albert, qui avait réalisé une mission de volontariat en 2019 sur place et y travaillait encore pour la *Refugee Law Clinic* de Berlin. Elle a présenté une mise à jour de la situation dans le *hotspot* de Samos, et notamment l'impact du Covid-19 sur les populations bloquées sur l'île pendant la pandémie ;
- Un second webcafé a eu lieu le 20 mai sur **Malte** avec Zoé Dutot, volontaire pour le réseau d'octobre 2020 à mars 2021. Elle a partagé avec les membres présent·e·s ses principales observations sur la manière dont ce pays participe à l'élaboration des politiques migratoires européennes, sur les stratégies adoptées par les autorités de l'île pour ne pas répondre à leurs obligations en zone SAR maltaise, sur les relocalisations ad hoc, ainsi que sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les droits des personnes exilées ;
- Un troisième webcafé a eu lieu le 15 juin sur **les Balkans**, en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire. Sophie-Anne Bisiaux a partagé les principales observations de sa mission de trois mois dans plusieurs pays des Balkans, avant la publication de son rapport de mission ([publié](#) en novembre 2021) ;
- Un dernier webcafé a eu lieu le 7 décembre avec Sarah Bachellerie, chercheuse à l'Université Grenoble-Alpes/laboratoire PACTE à l'occasion de la publication de son [rapport sur l'Égypte](#). Elle a pu partager avec les membres présent·e·s ses principales observations sur la **coopération UE-Égypte** en matière migratoire, à la suite de sa mission organisée fin 2019/2020, principalement au Caire. Pauline Brücker, docteure en science politique et post-doctorante au laboratoire Migrinter/CNRS, a complété sa présentation par une mise à jour de la situation sur place.

**Webinaire : droits des exilé.e.s bafoués et criminalisation des solidarités à Chypre**

● ● ● Jeudi 10 mars 2022 à 18h (CET) FR/EN ● ● ●



**migreurop** **kisa** 

Ισότητα, Στήριξη, Αντιρατσισμός  
Equality, Support, Antiracism

### a) Forum social européen des migrations

Migreurop a souhaité s'impliquer dans l'organisation de cette première édition d'un Forum social européen des migrations (FSEM), l'occasion de renforcer les liens entre ses membres et partenaires et de partager son expertise sur les questions migratoires. Le FSEM s'est déroulé du 18 au 21 mars 2021 à distance, précédé dès le mois de novembre 2020 de « pré-forums » sur les quatre axes thématiques du Forum (droits politiques/ droits économiques/ droits humains/ droits environnementaux, sociaux et culturels). Migreurop s'est impliqué dans le Comité international de préparation, et a organisé un webinaire le 11 mars 2021 dans le cadre de l'axe 3 « Migration et droits humains », aux côtés de l'association portugaise Casa da gente. Le webinaire portait sur « la militarisation des frontières et la criminalisation des solidarités », en partenariat avec le Gisti, Statewatch, Borderline Europe et ENAR (European network against racism). Migreurop a également coordonné l'Assemblée de convergence de cet axe et synthétisé les propositions qui ont été intégrées au document final et présentées lors de [l'Assemblée de clôture](#).

### b) Mobilisation autour de la criminalisation des solidarités

Un groupe de travail « criminalisation de la solidarité » a été créé à la suite de l'Assemblée générale de 2019. Migreurop souhaite particulièrement porter l'attention sur les cas des personnes migrantes solidaires, car si la question du délit de solidarité est désormais de plus en plus mise en avant au sein des sociétés civiles euro-africaines, on parle encore peu de la criminalisation et des peines encourues par les migrant·e·s solidaires de leur propre cause.

L'association belge Solidarity Watch, qui travaille depuis plusieurs années sur la criminalisation de la solidarité et participe au groupe de travail Migreurop, a créé une base de données permettant de renseigner les cas de poursuites juridiques, administratives et les actes arbitraires de criminalisation. Cette base de données permettra de documenter de manière précise les personnes cibles (individus, ONG, professionnels), les actes criminalisés (secours en mer, hébergement d'exilé·e·s, aide à la frontière etc.), les acteurs qui criminalisent (État, acteurs publics, acteurs privés), les types de criminalisation (menaces, pressions, poursuites judiciaires) et enfin les mouvements de solidarité qui se créent autour des personnes criminalisées. Les données collectées dans cette base de données permettront au réseau d'avoir une meilleure connaissance du sujet et de construire une analyse comparée des cas de criminalisation des migrant·e·s solidaires et des aidant·e·s. En fonction des résultats, le groupe pourra décliner ce travail en publications spécifiques (cartes, vidéo, Note d'analyse...).

## c) Participation à des mobilisations ou projets des membres et partenaires

Comme exprimé lors de l'Assemblée générale de 2019 par les membres, le réseau a davantage soutenu les mobilisations de ses membres et partenaires, à travers les campagnes ou initiatives locales pouvant être relayées par le réseau à l'échelle euro-africaine. Ainsi, Migreurop a participé en 2021 à de nombreuses actions collectives des membres ou partenaires du réseau, comme celle sur [Abolish Frontex](#), lancée le 9 juin 2021, visant à mettre un terme au mandat de l'agence européenne, ou en participant à des projets collectifs comme « [Sciabaca/Oruka](#) », piloté par notre membre italien ASGI, qui a pour but d'étudier les entraves à la liberté de circulation dans l'espace CEDEAO et d'identifier des pistes de contentieux possibles devant différentes juridictions. Le travail de Migreurop a porté ses fruits et de nombreuses entités reprennent ses mots d'ordre sur la fin de l'enfermement administratif ou la liberté de circulation, d'où l'importance de créer de nouvelles synergies autour de ces sujets. Le réseau a également souhaité s'engager auprès de nouveaux partenaires sur des enjeux tels que les nouvelles technologies, ou les migrations et le changement climatique afin de faire évoluer ses réflexions sur ces questions. Ainsi, Migreurop a participé à des ateliers, comme celui organisé le 11 mai 2021 par le réseau australien Global Strategic Communications Council, « *Reframing climate and how these lessons can help migrant justice* », afin de penser les ponts entre lutte écologiste et lutte en faveur des personnes exilées. Enfin, le réseau s'est particulièrement investi dans le Crossborder Forum, un collectif d'environ 30 associations du Royaume-Uni, de France et de Belgique qui défendent les droits des personnes migrantes dans la zone transfrontalière partagée entre ces trois pays avec pour objectif de construire une analyse commune de la situation.

Crossborder Forum - Study Day, 10 November 2021

"Deconstructing the border and building bridges: Towards a critical collective analysis of the French-British-Belgian border"

[ENGLISH VERSION]

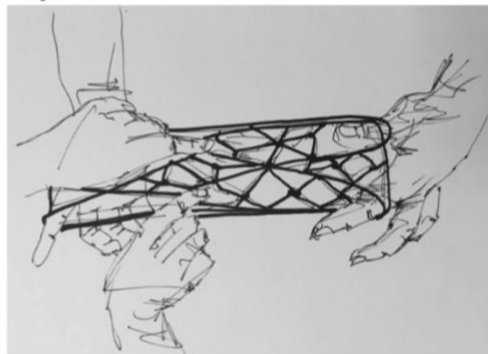


Photo: Abdul Saboor

ASGI presents **SCIABACA & ORUKA**

PROJET CARTE CONTENTIEUX STRATEGIQUE PUBLICATIONS CONTACTS IT EN

### Projet



Sciabaca et Oruka promeuvent des litiges stratégiques en partenariat avec la société civile africaine pour lutter contre les violations de droits fondamentaux résultant du financement et de la mise en œuvre des politiques d'externalisation des frontières

**ABOLISH  
FRONTEX**

WHAT WE'RE CALLING FOR ▾ FRONTEX TAKE ACTION ▾ BLOG ABOUT US MEDIA CONTACT

## Abolish Frontex

### What we're calling for:

- Abolish Frontex
- End all Frontex operations and remove all Frontex presence currently deployed
- Stop the push-backs and the pull-backs
- EU member states refuse to participate in Frontex missions – logistically (contribution of equipment and assets) and personnel-wise
- EU member states stop requesting Frontex support for border operations and deportations
- Cut Frontex' budget and reject any proposed expansion
- Disband the Frontex standing corps
- Stop hiring new Frontex staff
- Redirect spending on border protection towards services and resources for migrants, social services, welfare, health, education and transitioning towards a low-carbon economy
- NGOs: leave Frontex' Consultative Forum

## ANNEXE 1 – LISTE DES MEMBRES ASSOCIATIFS DE MIGREUROP<sup>1</sup>

---

**ALLEMAGNE** Border Monitoring Europe

**BELGIQUE** CIRE Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers | CNCD 11.11.11 Centre National de Coopération au Développement | LDH Ligue des Droits Humains | SAD Syndicat des Avocats pour la Démocratie | Le Monde des Possibles

**CHYPRE** KISA

**EGYPTE** EFFR Egyptian Foundation for Refugee Rights

**ESPAGNE** Andalucía Acoge | APDHA Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía | CEAR Comisión Española de Ayuda al Refugiado | ELIN | IRIDIA | Red Acoge | Federación SOS racismo

**FRANCE** ACORT Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie | ACT UP | ANAFE Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers | ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France | La Cimade | FASTI Fédération des Associations de Solidarité avec Tout-e-s les Immigré-e-s | FTCT Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives | GAS Groupe Accueil et Solidarité | GISTI Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés | IPAM Initiatives Pour un Autre Monde | JRS France Jesuit Refugee Service | MRAP Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

**ITALIE** ARCI Associazione Ricreativa Culturale Italiana | ASGI Associazione Studi Giuridici sull'Immigrazione | Melting Pot

**LIBAN** Frontiers

**MALI** AME Association Malienne des Expulsés | ARACEM Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali | La Maison du Migrant Gao

**MAROC** ABCDS-Oujda Association Beni Zassen pour la Culture, le Développement et la Solidarité | AMDH Association Marocaine des Droits Humains | Chabaka | GADEM Groupe Antiraciste d'accompagnement et de Défense des Etrangers et Migrants | Pateras de la vida

**MAURITANIE** AMDH Association Mauritanienne des Droits de l'Homme

**NIGER** AEC Alternatives Espaces citoyens

**PORTUGAL** SOLIM Solidaridade Imigrante

**ROYAUME UNI** Statewatch | Barbed Wire Britain Network

**SUISSE** Solidarité sans frontières | Vivre ensemble

**TUNISIE** FTDES Forum Tunisiens des Droits Économiques et Sociaux

**TURQUIE** HCA/RASP Helsinki Citizen Assembly Refugee Advocacy Support Program

**EUROPE** Emmaüs Europe

**Membres observateurs** : AEDH (Association Européenne pour la Défense des droits de l'Homme) | Secours Catholique (France)

---

<sup>1</sup> Pour des raisons de confidentialité, la liste des membres individuel·les n'est pas publique.

## ANNEXE 2 – MIGREUROP DANS LES MEDIAS

---

### Migreurop cité dans la presse

- Migreurop (6 janvier 2021), « [En Allemagne, Espagne, Grèce et Italie, de plus en plus de détentions illégales de migrants](#) », Infomigrants [FR].
- Migreurop (22 janvier 2021), « [Les indécentes festivités de Frontex](#) », Gauchebdo [FR].
- Nicolas Lambert (5 février 2021), « [Mortelle Méditerranée](#) », Le Monde diplomatique [FR].
- Migreurop (2 avril 2021), « [Mayotte, département français toujours en quête d'identité](#) », Le Monde [FR].
- Migreurop (10 mai 2021), « [Le fléau de l'esclavage contemporain](#) », CNRS Le Journal [FR].
- Migreurop (membres associatifs espagnols) (18 mai 2021), « [Devoluciones en caliente y a gritos, a pie de playa en el Tarajal](#) », El Faro Ceuta [ES].
- CEAR et Migreurop (19 mai 2021), « [Migranti, Cear : "A Ceuta respingimenti di massa, diritti zero"](#) », Dire [IT].
- Mathilde Albert (ancienne volontaire pour le compte de Migreurop / ASF) (29 mai 2021, « [La Grèce pointée du doigt pour des refoulements cachés de migrants](#) », Le Monde [FR].
- Sophie-Anne Bisiaux (1<sup>er</sup> juin 2021), « [Die EU lagert ihre digitalen Grenzen aus](#) », Netzpolitik [ALL].
- Sos racismo et Migreurop (6 juillet 2021), « [Dinamarca y el 'escándalo' de una ley que desnaturaliza el asilo](#) » La marea [ES].
- Sophie-Anne Bisiaux (27 juillet 2021), « [Exilés, réfugiés... La militante Sophie-Anne Bisiaux débusque les idées reçues sur les migrations](#) », 20 minutes [FR].
- Nicolas Lambert (6 août 2021), « [Comment la Méditerranée est devenue la frontière migratoire la plus meurtrière au monde. Carte interactive](#) », L'Humanité [FR].
- Nicolas Lambert (9 septembre 2021), « [Moi, cartographe](#) », L'Humanité [FR].
- Migreurop (16 septembre 2021), « [Après la débâcle afghane, l'Europe toujours sourde à la souffrance des exilés](#) », Libération, [FR].
- Claire Rodier, Philippe Wannesson, Eva Ottavy, Olivier Clochard, Michel Agier, et Migreurop (24 novembre 2021) « [Négocié des voies de passage sûres : comment les acteurs non-étatiques participent à la gestion des frontières](#) », Presses de l'EHESP.
- Migreurop (24 novembre 2021), « [Immigration. Dans les Balkans, le choix de la violence contre les exilés](#) », L'Humanité.
- Olivier Clochard (1<sup>er</sup> décembre 2021), « [Naufrage de migrants dans la Manche : "Quand les contrôles sont renforcés, les personnes empruntent d'autres voies", estime un chercheur](#) », FranceInfo [FR].

- Zoé Dutot (ancienne volontaire pour le compte de Migreurop) (16 décembre 2021), « [Rétention systématique à Malte : "l'UE met l'île dans une position de garde-frontières"](#) », Infomigrants [FR].
- Migreurop (16 décembre 2021), « [Immersive installation addresses Mediterranean migrant crisis](#) », Newsbook [EN].
- Olivier Clochard et Migreurop (18 décembre 2021), « [Sept exemples de cartes radicales](#) », Médiapart [FR].

### **Publications et entretiens des membres**

- Claire Rodier (16 avril 2021) « Frontex, plateforme européenne du business migratoire », Revue du CADTM [Dettes & migrations : Divisions internationales au service du capital](#)
- Claire Rodier (juillet 2021) « La France ne doit pas être complice des refoulements en Libye », Cahier n°7 d'Euromed Droits.
- Brigitte Espuche (13 juillet 2021), copublication avec le Asia Europe People's Forum (AEPF 13) : « [A destructive Europe](#) » [EN].

### **Migreurop et ses membres dans les médias audiovisuels :**

- Intervention de Claire Rodier (14 juin 2021) lors de la première émission d'une série consacrée au thème des enjeux des politiques migratoires dans les relations internationales (Réfugiés, otages du jeu diplomatique) dans l'émission de France Culture "Culture monde" <https://www.franceculture.fr/emissions/series/refugiees-otages-du-jeu-diplomatique>
- Participation de Claire Rodier (28 novembre 2021) à une émission de RFI [Crise des migrants: «Toute la politique migratoire de l'Union européenne doit être refondée»](#)
- Participation de Brigitte Espuche, en qualité de co-coordinatrice du réseau Migreurop, à cinq émissions produites par Fréquence Paris Plurielle « FPP 106.3FM ». Migreurop avait été invité à participer pour traiter de thèmes relatifs à l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), et à l'externalisation des politiques sécuritaires européennes [FR] :
  - 6 janvier 2021 (18h-19h) : « Frontex sur la sellette : l'agence européenne hors-la-loi doit disparaître – récapitulatif des accusations auxquelles l'agence européenne fait face depuis 2020 » ;
  - 16 et 30 juin 2021 (18h-19h) : « De Frontexit à Abolish Frontex : deux campagnes internationales pour mettre un terme au mandat Frontex, attentatoire aux droits » (en compagnie de Stéphanie Demblon, Agir pour la paix, Belgique) ;
  - 22 septembre 2021 (18h-19h) : « État des lieux sur l'agence Frontex » (en compagnie de Stéphanie Demblon, Agir pour la paix, Belgique) ;
  - 8 novembre 2021 (18h-19h) : « Les frontières européennes : de la Mandé à la Pologne en passant par les Balkans – le boomerang de l'externalisation des politiques migratoires européennes » (en compagnie de Maël Galisson, GISTI, France).
- Intervention de Brigitte Espuche (29 janvier 2021), RFI, [Invité international. Refoulement de migrants: « Frontex se retranche toujours derrière ses États hôtes» \(Migreurop\)](#) [FR].

### Interventions lors d'évènement

- Intervention de Filippo Furri (14 mars 2021) lors de la projection débat du film Sea Watch 3 sur les politiques européennes et *Missing migrants*.
- Intervention d'Anna Sibley (23 mars 2021) lors de la table ronde « Migrants' day : The pandemic and its implications » organisée par le Collège d'Europe Natolin (Varsovie) sur les effets de la pandémie sur les droits des exilé.e.s [EN].
- Conférence de l'ASGI (20 mai 2021) Les politiques d'externalisation des frontières: conséquences sur la mobilité en Afrique et le droit d'asile. Une approche polycentrique contre la délocalisation.
- Intervention de Brigitte Espuche (22 mai 2021) à l'occasion de l'évènement organisé par l'Asia Europe Peoples Forum (AEPF 13) : « [Migrant and refugee peoples in Asia and Europe : rights and realities – Strategies and reflections](#) » [EN].
- Intervention de Filippo Furri et Anna Sibley (18 juin 2021) conférence Border Abolition 2021 sur les datas et nouvelles technologies en matière migratoire [EN].
- Intervention de Sara Casella Colombeau (18 septembre 2021), Plénière de la Session nationale de La Cimade : « La liberté de circulation, une utopie ? », Lens. Intervention pour présenter le travail entrepris au sein de Migreurop sur la liberté de circulation afin de dialoguer avec le travail engagé au sein de la Cimade. Présentation de l'atlas sur la liberté de circulation en cours de rédaction.
- Intervention de Sara Casella Colombeau (24 septembre 2021), Festival Allez Savoir sur le thème « Tout migre ? », participation à la table-ronde : « L'engagement. Dialogue entre chercheurs et acteurs associatifs dans le champ des migrations internationales », EHESS Marseille.
- Audition de Filippo Furri et de Lydie Arbogast (5 octobre 2021) lors du débat au Sénat sur le Pacte asile et migration (Commission d'enquête parlementaire sur « les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France »).
- Intervention de Brigitte Espuche et Anna Sibley (14 octobre 2021) au Comede sur l'évolution des routes migratoires et des entraves à la mobilité.
- Intervention de Brigitte Espuche et Anna Sibley (8 novembre) sur l'évolution des politiques migratoires européennes, Master 2 Développement et Aide humanitaire (Paris).
- Exposition Expériences migratoires (du 2 au 18 novembre à la MSH-Sud de Montpellier) pilotée par David Lagarde qui a présenté une partie des cartes et des textes des derniers Atlas de Migreurop (édition 2017).
- Intervention de Claire Rodier et Brigitte Espuche (18 novembre) sur l'externalisation dans les Balkans, à la Sorbonne (Paris).
- Intervention de Filippo Furri (9 décembre 2021) à l'Assemblée de Région Bretagne Normandie pour la communauté de Fougères (Emmaüs) sur les actions du réseaux et la mobilisation dans l'espace public.
- Intervention de Yasha Maccanico (18 décembre 2021), à l'occasion de l'évènement organisé par ESF/M et AEPF 13 : « *Strengthening the Global Pact of Solidarity for the rights of migrant and refugee people* » [EN].





**RAPPORT ANNUEL 2021**

Migreurop  
Association loi 1901  
21ter rue voltaire, 75011 Paris